

Exercices d'économie – Terminale

Table des matières

1.	Chapitre 1 - L'intervention de l'État.....	3
1.1.	Exercice 1 - L'explosion de la dette publique face à la protection sociale.....	3
1.2.	Exercice 2 - L'effet boule de neige	8
1.3.	Exercice 3 - Les prélèvements obligatoires et croissance économique (sujet 2024).....	11
2.	Chapitre 2 - Défaillances de marché et défaillances de l'État.....	18
2.1.	Exercice 4 - ArcelorMittal.....	18
2.2.	Exercice 5 - Servihomeland (sujet 2021).....	20
2.3.	Exercice 6 - Les biens publics	22
3.	Chapitre 3 - Les politiques économiques	24
3.1.	Exercice 7 - La BCE et le taux directeur	24
3.2.	Exercice 8 - TechWorld. SA.....	29
3.3.	Exercice 9 - La politique monétaire de la BCE face à l'inflation	32
4.	Chapitre 4 - Les politiques sociales	34
4.1.	Exercice 10 - Le partage de la valeur ajoutée	34
4.2.	Exercice 11 - La politique sociale, coût du travail et emploi.....	37
4.3.	Exercice 12 - La lutte contre les inégalités	42
5.	Chapitre 5 - L'offre et la demande de travail	47
5.1.	Exercice 13 - JP Corgan.....	47
5.2.	Exercice 14 - La baisse de la natalité et enjeux pour le marché du travail en France	50
5.3.	Exercice 15 - Le marché du travail	55
6.	Chapitre 6 - Le chômage et les politiques de l'emploi	57
6.1.	Exercice 16 - Chômage : la confrontation des modèles français et allemand	57
6.2.	Exercice 17 - Danone.....	61
6.3.	Exercice 18 - Le chômage structurel	64
7.	Chapitre 7 - Les transformations du commerce mondial	68
7.1.	Exercice 19 - Le commerce extérieur français face à la résorption du déficit	68
7.2.	Exercice 20 - Les firmes multinationales (FMN).....	72
7.3.	Exercice 21 - Le développement des FMN et la croissance économique	77
8.	Chapitre 8 - Les politiques commerciales et l'organisation mondiale des échanges	83

8.1.	Exercice 22 - Le commerce mondial face aux tensions géopolitiques.....	83
8.2.	Exercice 23 - Le libre-échange et la croissance économique (sujet 2025).....	88
8.3.	Exercice 24 - La fragmentation de la mondialisation en 2025.....	95
9.	Chapitre 9 - Les sources et les limites de la croissance économique	99
9.1.	Exercice 25 - Le développement durable.....	99
9.2.	Exercice 26 - La planification écologique	104
9.3.	Exercice 27 - Les limites du PIB	109
10.	Chapitre 10 – La mise en œuvre d’une croissance durable	114
10.1.	Exercice 28 - QCM	114
10.2.	Exercice 29 - Définitions et association.....	115
10.3.	Exercice 30 - ESS.....	116

1. Chapitre 1 - L'intervention de l'État

1.1. Exercice 1 - L'explosion de la dette publique face à la protection sociale

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe :

1. **Distinguez les notions de déficit public et de dette publique.** Expliquez en quoi la **hausse attendue de la dette en 2025** (passant de 111.7% à 113.9% du PIB) est un indicateur de la **difficulté** de la France à maîtriser ses comptes publics.
2. **Commentez l'augmentation de la charge de la dette** (55 milliards d'euros estimés en 2025). Expliquez pourquoi le **niveau d'endettement très élevé** de la France rend cette charge particulièrement sensible aux **décisions de politique monétaire** de la Banque Centrale Européenne (BCE).
3. **Montrez l'importance de la protection sociale** dans les dépenses publiques en 2023. Identifiez, en vous appuyant sur vos connaissances, deux grands risques sociaux que son financement doit impérativement réformer face au vieillissement de la population.
4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante :

Le système de protection sociale français est-il soutenable financièrement et socialement efficace pour lutter contre les inégalités dans un contexte où la charge de la dette et les dépenses préengagées des ménages sont en forte augmentation ?

Annexes (Données 2023-2025)

Poste de dépenses	Part des dépenses publiques totales (2023)
Protection sociale	56 %
Éducation	9 %
Charge de la dette	≈ 4 % (en forte hausse)
Autres (y compris Défense, etc.)	31 %

Dettes publiques de la France (en % du PIB au sens de Maastricht)

2010	2020	2023 (Provisoire)	2025 (Prévision T1)
85.3 %	114.7 %	111.7 %	≈ 113.9 %

Charge de la dette publique de la France (estimation 2025) : 55 milliards d'euros (contre environ 38 milliards en 2022).

Inégalités et Précarité (Basé sur les données de l'étude France Stratégie)

- **Poids des Dépenses préengagées** : Ces dépenses (loyer, assurances, abonnements) représentent pour les ménages modestes ≈ **41 %** de leur dépense totale (contre ≈ 28 % pour les foyers aisés).

Correction :

1. Distinction déficit public et dette publique

Le **déficit public** est un **flux** annuel. Il représente le solde négatif des comptes de l'ensemble des administrations publiques (État, Sécurité sociale, Collectivités territoriales) lorsqu'elles dépensent plus qu'elles ne perçoivent en recettes sur une année donnée.

La **dette publique** est un **stock**. Elle représente l'encours total des emprunts contractés et accumulés par ces mêmes administrations publiques auprès des marchés financiers, nationaux ou étrangers.

Lien et Défi actuel (2020-2023) :

Le lien est direct : les **déficits publics annuels** sont la principale cause de l'**augmentation de la dette publique**. Les administrations doivent émettre de nouveaux titres de dette pour financer ce déficit.

La **hausse attendue de la dette en 2025** (passant de 111.7% à 113.9% du PIB selon les prévisions) est un indicateur fort de la **difficulté à maîtriser les comptes publics**, car elle signifie que la France **ne parvient pas** à ramener rapidement son déficit sous la barre des 3 % du PIB (l'objectif européen). Contrairement à ce qui était espéré après la crise COVID-19, le ratio dette/PIB augmente à nouveau en valeur absolue, montrant que les dépenses continuent de croître plus vite que les recettes ou que l'activité économique (PIB).

2. Commentaire sur l'évolution de la Dette/PIB et la Charge de la Dette

Évolution Dette/PIB (2020-2024)

Le ratio Dette/PIB a atteint un pic en 2020 (114.7 %) en raison de la crise sanitaire et des plans de soutien massifs (chute du PIB et hausse des dépenses).

De 2020 à 2023, ce ratio a légèrement diminué (passant à 111.7 %), principalement grâce à la **forte croissance du PIB nominal** (inflation et rattrapage post-crise) qui dilue la dette.

Cependant, la **prévision d'une nouvelle augmentation en 2025 (≈113.9 %)** est alarmante. Cela est dû au **déficit budgétaire structurel** et à un ralentissement de la croissance en valeur (le dénominateur du ratio est moins dynamique). La France s'éloigne ainsi de la moyenne européenne et de l'objectif de réduction de son endettement.

Sensibilité à la politique monétaire

Le **niveau d'endettement très élevé** de la France (≈114 % du PIB) rend l'État extrêmement sensible aux décisions de la Banque Centrale Européenne (BCE).

1. **Hausse des taux d'intérêt** : Pour lutter contre l'inflation post-2021, la BCE a relevé ses taux directeurs.
2. **Augmentation du coût de financement** : Cette hausse des taux se répercute sur les taux d'emprunt (OAT) de l'État français.
3. **Explosion de la Charge de la Dette** : L'État doit donc payer **beaucoup plus cher** pour renouveler sa dette arrivant à échéance. La charge de la dette (55 milliards d'euros en 2025) est en forte hausse et devient un poste de dépense plus important que le budget de l'Éducation ou de la Défense, réduisant d'autant les marges de manœuvre budgétaires pour l'investissement ou les baisses d'impôts.

3. Importance de la protection sociale et risques couverts

En 2023, la **Protection sociale** représente **56 % des dépenses publiques totales**, ce qui en fait, de loin, le poste budgétaire le plus important de la nation. Cela témoigne du rôle central de l'État-providence français.

Les deux risques sociaux principaux nécessitant une réforme face au **vieillissement démographique** sont :

1. **Le risque Vieillesse (Retraites)** : La hausse de l'espérance de vie et l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du *baby-boom* déséquilibrent le système de retraite par répartition (plus de retraités pour moins d'actifs cotisants). Des réformes (comme le recul de l'âge légal de départ) sont nécessaires pour garantir la pérennité financière du système.
2. **Le risque Santé (Assurance Maladie)** : Le vieillissement de la population entraîne une augmentation des maladies chroniques et donc une hausse exponentielle des dépenses de santé. Le système est sous pression pour garantir l'accès aux soins tout en maîtrisant les dépenses de l'Assurance Maladie.

4. Rédigez une argumentation qui vous permette de répondre à la question suivante :

Le système de protection sociale français est-il soutenable financièrement et socialement efficace pour lutter contre les inégalités dans un contexte où la charge de la dette et les dépenses préengagées des ménages sont en forte augmentation ?

Le système est essentiel, mais menacé par un double défi d'insoutenabilité (financière et sociale).

Inconvénients (Insoutenabilité / Efficacité limitée)	Avantages (Soutenabilité potentielle / Efficacité prouvée)
Poids financier critique : Le système (56 % des dépenses) contribue au déficit structurel et est confronté à la hausse de la charge de la dette (55 Mds € en 2025). Le financement par l'emprunt (dette) est de plus en plus coûteux et rend les dépenses sociales dépendantes des taux d'intérêt de la BCE.	Amortisseur social indispensable : Le système permet de maintenir la cohésion sociale et de couvrir les risques lourds (Santé et Retraite), évitant l'explosion de la pauvreté.
Inefficacité face aux dépenses préengagées : Les aides sociales ont un impact limité sur le revenu arbitral des ménages modestes (absorbé à 41% par les dépenses incompressibles). La protection sociale lutte contre les inégalités de revenu, mais pas suffisamment contre les inégalités de dépenses/logement .	Capacité de réforme : Le système a démontré sa capacité à se réformer (réforme des retraites) pour améliorer sa soutenabilité financière, même si cela est politiquement coûteux.
Défis démographiques : Le financement par répartition est mis à mal par le vieillissement (moins d'actifs pour plus de retraités),	Comparaison internationale : La France dispose de l'un des filets sociaux les plus

Inconvénients (Insoutenabilité / Efficacité limitée)	Avantages (Soutenabilité potentielle / Efficacité prouvée)
nécessitant des ajustements constants des cotisations ou des prestations.	étendus, garantissant un niveau de vie minimum et l'accès universel aux soins.

Conclusion : Le système est **socialement efficace** en tant que **filet de sécurité** (atténuant les inégalités), mais son **efficacité s'érode** face à l'explosion du coût du logement et des dépenses préengagées. Sa **soutenabilité financière** est sous haute surveillance, car la forte augmentation de la charge de la dette limite les ressources disponibles pour maintenir et réformer la qualité des prestations.

1.2. Exercice 2 - L'effet boule de neige

À partir de vos connaissances et de la documentation fournie en annexe :

1. Commentez l'évolution de la dette publique en pourcentage du PIB entre 1978 et 2025. À l'aide des données, identifiez la cause structurelle de cette accumulation continue, mise en évidence par les chiffres depuis 1974.
2. Définissez l'effet boule de neige de la dette. Expliquez clairement les deux conditions macroéconomiques (taux d'intérêt et croissance économique) nécessaires pour que cet effet se déclenche ou s'accroisse.
3. Démontrez l'existence du risque de l'effet boule de neige dans la période récente (2020-2025) en utilisant les données du tableau :
 - Expliquez le rôle du niveau initial de la dette (valeur de stock en % du PIB en 2020).
 - Expliquez le rôle de la Charge de la Dette (augmentation de son coût entre 2020 et 2025).
4. Pourquoi l'endettement très élevé (3 345 milliards d'euros en 2025) et l'activation potentielle de l'effet boule de neige limitent-ils la capacité du gouvernement à financer des politiques d'investissement public (ex: hôpitaux, écoles) ?

Annexes (Données historiques et récentes)

Indicateur	1974	1978	1990	2000	2020	2025 (Prévision)
Dette publique (Milliards d'euros)	N/A	≈ 65	≈ 470	≈ 915	≈ 2 642	≈ 3 345
Dette publique (% du PIB)	N/A	≈ 21 %	≈ 34 %	≈ 60 %	≈ 114.7 %	≈ 114 %
Solde public (Déficit/Excédent)	Excédentaire	Déficitaire	Déficitaire	Déficitaire	Déficitaire	Déficitaire
Charge de la Dette (Coût annuel des intérêts)	Très faible	Faible	En hausse	Modérée	Modérée(≈30 Mds €)	Élevée (≈55 Mds €)

(Sources : INSEE, Fondation iFRAP, Économie.gouv – Données simplifiées pour l'exercice)

Correction :

1. Trajectoire et Causes

Commentaire sur la dette/PIB :

De 1978 à 2025, le ratio de la dette publique française par rapport au PIB a connu une augmentation spectaculaire, passant d'environ 21 % du PIB en 1978 à 60 % en 2000, puis franchissant largement la barre des 100 % (114.7 % en 2020) à la suite des crises. Bien qu'elle se stabilise légèrement autour de 114 % en 2025, la tendance sur le long terme est une hausse constante et massive du poids de l'endettement.

Cause structurelle :

La cause structurelle de cette accumulation est le déficit public systématique et quasi permanent. Le tableau indique que depuis 1974 (dernière année excédentaire), la France est structurellement en déficit. Chaque année, les administrations publiques dépensent plus qu'elles ne reçoivent, ce qui les oblige à emprunter et donc à augmenter le stock de la dette.

2. Définition de l'Effet Boule de Neige

L'**effet boule de neige** (ou effet d'auto-entretien de la dette) se produit lorsque la dette publique croît d'elle-même, parce que l'État doit emprunter pour payer les **intérêts** de sa dette passée. La charge d'intérêts augmente plus vite que les capacités de l'État à la rembourser ou à la diluer par la croissance économique.

Les deux conditions macroéconomiques nécessaires à son accentuation sont :

1. **Un taux d'intérêt réel (r) supérieur au taux de croissance économique nominal (g) ($r > g$)** : Lorsque le coût de l'argent (r) est supérieur à la croissance de la richesse nationale (g), l'État doit payer des intérêts plus élevés qu'il ne crée de recettes.
2. **Un niveau d'endettement initial élevé** : Plus le stock de dettes est grand, plus l'effet d'une faible augmentation des taux d'intérêt est amplifié.

3. Démonstration de l'Autonomie de la Dette (2020-2025)

L'effet boule de neige est mis en évidence par la combinaison des deux facteurs :

1. Rôle du niveau initial de la dette :

Avec une dette atteignant 114.7 % du PIB en 2020, la France est extrêmement sensible aux variations des taux d'intérêt. Ce niveau élevé constitue une masse critique (la "boule de neige" est déjà très grosse). Même une faible augmentation des taux de la BCE appliquée à ce stock de 2 642 milliards d'euros génère une charge d'intérêts colossale.

2. Rôle de l'augmentation de la Charge de la Dette :

L'augmentation de la Charge de la Dette de 30 Mds € (2020) à 55 Mds € (2025) est la preuve de la matérialisation de l'effet boule de neige. Ces 55 milliards d'euros sont une dépense d'intérêts qui ne financent aucun service public. Si le gouvernement ne parvient pas à dégager 55 Mds € d'excédent budgétaire, il devra emprunter 55 Mds € supplémentaires pour payer ces intérêts. La dette grandit alors pour se financer elle-même.

4. Conséquences et problématiques

L'endettement très élevé et l'activation potentielle de l'effet boule de neige limitent la capacité du gouvernement à financer les politiques d'investissement public de manière critique :

- **Réduction des marges de manœuvre** : La charge de la dette (55 Mds €) est une **dépense prioritaire et incompressible**. Elle réduit mécaniquement la part du budget disponible pour les dépenses discrétionnaires et d'investissement, comme la rénovation des hôpitaux, l'amélioration des salaires des fonctionnaires ou les investissements dans la transition écologique.
- **Arbitrages douloureux** : L'État est contraint de faire des **arbitrages budgétaires douloureux** : soit il augmente les impôts pour payer les intérêts (ce qui pénalise les citoyens et la consommation), soit il réduit les budgets des ministères (ce qui dégrade la qualité des services publics). L'effet boule de neige transforme les intérêts en une sorte d'**impôt non voté** prélevé sur les capacités d'investissement futures de la nation.